



Communiqué du Conseil Municipal le 10 juin 2016

Madame, Monsieur,

- Les Pouvoirs Publics envisagent d'installer un camp de transit pour migrants sur le site de l'ex-EAN.
- Les membres du Conseil Municipal ont émis les plus vives réserves sur ce projet disproportionné par rapport à la taille de notre village mais que l'Etat, propriétaire du terrain, a le pouvoir d'imposer à la commune.
- Sur un sujet aussi délicat et important, le Conseil Municipal, quand bien même élu, considère qu'il est de son devoir d'associer l'ensemble de ses concitoyens à cette situation.
- Nous vous tiendrons bien évidemment informés de son évolution.



Le Conseil Municipal